M 6189 - 1059 - 8,00 F
3796189008001 10590

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 059 - 17 septembre 1988 - prix : 8 F

le "plan emploi" de Rocard :

DES MILLIARDS POUR LES PATRONS ET PAS UN CHÔMEUR DE MOINS

LE «PLAN EMPLOI» DE ROCARD :

DES MILLIARDS POUR LES PATRONS ET PAS UN CHÔMEUR DE MOINS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Depuis des années, il n'est pas un gouvernement qui n'ait présenté son soi-disant plan de lutte contre le chômage et cela n'a pas empêché le chômage d'augmenter régulièrement. Le gouvernement Rocard ne pouvait pas être en reste et voilà donc présenté son «plan emploi-formation».

Il y a pourtant du nouveau avec Rocard. Il ne prétend même plus que son «plan» va permettre des créations d'emplois. Il ne cherche même pas, comme ses prédécesseurs de droite ou de gauche, à créer de nouveaux «stages», SIVP ou autres TUC, destinés à parquer les jeunes en quête d'emploi et à diminuer un peu, sinon le chômage, du moins ses chiffres officiels. Il ne parle même plus de ce soi-disant «traitement social du chômage» qui ne revient à rien d'autre, en fait, qu'à fournir aux patrons de la main-d'œuvre pas chère, en partie ou en totalité payée par l'Etat. Le plan Rocard se veut un «traitement économique du chômage» ; c'est-à-dire une aide franche, ouverte et sans détour au patronat. Ça doit être ça, le «parler vrai» !

★ ★
★

Les cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales vont ainsi baisser de 9 à 7% – 90 F d'économies par smicard et par mois pour les patrons –, le taux de l'impôt sur les sociétés sera réduit de 42% à 39%, les entreprises nouvelles seront exonérées d'impôt pendant cinq ans, totalement la première année et partiellement les suivantes. Les Petites et Moyennes Entreprises vont bénéficier de prêts à des taux avantageux : telles sont les principales mesures, auxquelles s'ajoutent d'autres revenant encore à distribuer de l'argent, essentiellement au patronat, sous prétexte de «formation». Rocard n'est même pas gêné de faire figurer dans ce soi-disant «plan emploi» des allègements fiscaux en faveur des patrons déjà annoncés dans le cadre du prochain budget.

Le «plan» de Rocard ne créera donc aucun emploi et il ne juge même pas utile de le prétendre. Il s'agit tout simplement, aux divers cadeaux au patronat faits par ses prédécesseurs, d'en ajouter d'autres : financements, allègements de charges. Quant aux «stages» permettant de fournir de la main-d'œuvre à bon compte aux patrons, ils seront bien sûr prolongés et les jeunes sans emploi pourront encore se voir proposer la perspective des «petits boulots» chers à M. Séguin, par le biais d'un «fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi», le FRIL.

On connaît le raisonnement tant il a été rabâché ces dernières années par les gouvernements successifs : il faut aider les entreprises à faire du profit, ainsi elles se mettront à investir et à créer des emplois. Mais si les profits ont bien augmenté, le chômage n'a pas cessé un seul instant de s'accroître. Et maintenant les patrons et en particulier les grands groupes industriels ont été tellement «aidés» qu'ils annoncent tous pour cette année des bénéfices exceptionnels, tout en déclarant qu'ils n'ont pas l'intention d'embaucher et même qu'ils vont continuer à licencier !

Rocard, pressé de montrer aux bourgeois qu'il peut faire aussi bien que ses prédécesseurs, a donc tout prévu pour que les patrons augmentent encore leurs bénéfices et rien contre le chômage, dont les patrons se félicitent car il leur permet d'imposer des bas salaires et des reculs dans tous les domaines à la classe ouvrière. Cela lui vaut les félicitations d'un Méhaignerie, cet ex-ministre du gouvernement Chirac promu maintenant, en tant que «centriste», au rôle de distributeur de bons points, qui a estimé que les mesures adoptées «vont dans le bon sens».

★ ★
★

Oui, Méhaignerie sait de quoi il parle : ce sont des mesures qui vont une fois de plus «dans le bon sens» pour les patrons ; tout ce que les socialistes revenus au gouvernement ont à offrir, ce sont les preuves de leur servilité redoublée vis-à-vis de toute la bourgeoisie. C'est aujourd'hui si clair, si ouvert, qu'ils ne pourront empêcher un nombre croissant de travailleurs d'en être de plus en plus conscients.

Mais alors, si le mécontentement et la colère montent parmi les travailleurs, le gouvernement Rocard pourrait bien perdre cette capacité à anesthésier ou à amortir les réactions ouvrières qui a permis aux précédents gouvernements socialistes et à Mitterrand d'assurer à la bourgeoisie la «paix sociale». Et les travailleurs pourraient alors découvrir qu'ils sont infiniment plus forts dans les usines, dans la rue, pour imposer leurs droits, que quand ils se contentent de voter pour des «défenseurs» qui ne se cachent même pas d'être dans le camp d'en face.

Arlette LAGUILLER

ROCARD RASSURE SES GODILLOTS

(J.C. Francolon - GAMMA)

«Notre boussole ? Ce sont les valeurs de liberté, de justice, de solidarité, qui font de nous des socialistes et que d'autres peuvent partager avec nous. Quant à l'équipage, il est expérimenté (...) mais il est aussi ouvert à ceux qui, comme le chantait Jacques Brel, n'étaient pas du même bord mais qui cherchaient le même port».

C'est en ces termes que Michel Rocard est venu conforter les parlementaires socialistes réunis à Vienne les 12 et 13 septembre. Ce faisant, Rocard ne s'adressait pas seulement à ses auditeurs, mais aussi à tous les élus locaux ou responsables et militants qui depuis quelque temps expriment leur malaise dans diverses instances.

Rocard, précédé dans cette voie par Mermaz et Bérégovoy, entre autres dirigeants, a donc tenté de persuader les troupes du PS que, si les méandres de la politique rocardienne d'ouverture sont durs à suivre, la direction du PS n'en perd pas pour autant le nord, ni le souci de concilier ses intérêts nationaux avec les intérêts locaux de tous ceux qui ont choisi de faire leur carrière politique sous les couleurs du PS.

L'une des pommes de discorde autour desquelles s'est cristallisé le mécontentement était le projet d'impôt sur la fortune, le fameux ISF, que certains trouvaient trop complaisant vis-à-vis des centristes et peu présentable aux électeurs de gauche, sur les votes desquels de nombreux candidats socialistes voudraient bien pouvoir compter aux cantonales puis aux municipales. Rocard a affirmé que, s'il ne revenait pas sur le choix de Mitterrand de ne pas taxer «l'outil de travail», il donnerait tout de même peut-être à l'impôt une petite allure de gauche, en montant symboliquement certains taux d'imposition. Que les riches se rassurent, cela ne leur coûtera pas cher. Mais de toute façon le but des contestataires du PS n'était pas de les faire vraiment payer.

En fait le problème des parlementaires socialistes n'est pas l'impôt sur la fortune : c'est les prochaines élections, cantonales et surtout municipales, et la figure qu'ils pourront faire auprès de l'électorat de gauche. Certains candidats à ces futures élections voient sans doute d'un bon œil l'encouragement à faire des accords avec les centristes. Mais bien d'autres, parmi les élus municipaux PS, ne sont pas prêts à lâcher la proie pour l'ombre et n'ont d'autre espoir, pour être élus, que de conclure des accords avec le PCF et de s'appuyer sur l'électorat de gauche.

Rocard, et avec lui les autres dirigeants du Parti Socialiste, se sont voulus rassurants et unitaires tous azimuts. La stratégie d'ouverture au centre au niveau gouvernemental, excluant toute perspective de retour à un gouvernement d'Union de la Gauche, n'est pas remise en cause. Mais elle doit, à ses yeux, aller de pair avec une politique d'alliances locales avec qui voudra : avec les centristes quand ceux-ci ne boudent pas les socialistes, comme avec le Parti Communiste qui, lui, n'a pas le choix – Rocard le sait bien, qui en a profité pour lui conseiller de taire un peu ses critiques.

Ces propos vont-ils calmer l'inquiétude de ceux qui, dans le Parti Socialiste, craignent que la politique d'ouverture ne leur ferme les portes de tel Conseil régional ou de telle municipalité, ou ne fasse basculer des majorités en leur défaveur ? Ce sont sans doute les résultats des prochaines élections qui trancheront le débat. Un débat qui, soit dit en passant, n'a pas grand-chose à voir avec les intérêts de tous ceux qui, dans le pays subissent la politique anti ouvrière du gouvernement, et pas seulement les contrecoups des aléas de la politique d'ouverture au centre menée actuellement par les dirigeants socialistes. Car cette politique anti-ouvrière, qui se concrétise par un recul constant du niveau de vie de tous les travailleurs, par l'extension du chômage, ne date pas d'aujourd'hui. Les dirigeants socialistes la menaient déjà du temps de l'Union de la Gauche, quand il y avait des ministres communistes au gouvernement, comme ils l'ont menée après leur départ, et comme ils la mènent encore aujourd'hui.

Henriette MAUTHEY

«Où est la gauche ? Où est la droite ?» La vraie question c'est : «Où est l'argent ?»

(F. Viard - GAMMA)

Du «Nouvel Observateur» au «Figaro»

PLUMITIFS À VENDRE

Franz-Olivier Giesbert vient de quitter *Le Nouvel Observateur* pour *Le Figaro* : le secrétaire de la rédaction de l'hebdomadaire «de gauche» le plus connu va ainsi prendre la direction du plus célèbre quotidien «de droite», le fleuron du groupe Hersant.

Il paraît que la nouvelle a «littéralement assommé le gros de la rédaction du *Nouvel Observateur», sans parler des responsables de l'hebdomadaire, qui ne seraient pas loin de vivre le départ de Giesbert* «comme une haute trahison» *(dixit Libération).*

On ne voit vraiment pas pourquoi. Giesbert met-il «l'ouverture», dont leur hebdomadaire défend les vertus, en pratique un peu trop vite ? Il jure qu'on ne lui a pas demandé de renoncer à ses idées. On veut bien le croire ! Entre la politique que mène aujourd'hui la «gauche» au gouvernement, et celle de la droite, qui peut encore voir une différence ?

Evidemment, Le Nouvel Observateur *a toujours attaqué Hersant... Mais, comme le dit Giesbert,* «les mentalités sont en train de changer dans ce pays» *et* «Hersant est un véritable démocrate» *qui* «a reçu tour à tour l'onction de Pierre Mendès-France, celle de François Mitterrand, de Georges Pompidou...» *Contre espèces sonnantes et trébuchantes - un bon salaire de directeur du* Figaro - *Giesbert lui donne aussi la sienne.*

Quant aux journalistes et à certains lecteurs du Figaro, *il paraît qu'ils demandent si leur journal ne serait pas en train de virer «à gauche». Qu'ils se rassurent : «à droite», «à gauche», «au centre», le* Figaro *continuera à défendre les intérêts de la bourgeoisie, des capitalistes et de ceux qui ont de l'argent. Seulement, les temps changent. Et il faut croire que Hersant, lui aussi, a besoin de s'adapter à une situation «d'ouverture». C'est sans doute pourquoi il veut faire, comme* Le Figaro *l'a annoncé, un* «journal où les faits seront séparés des opinions». *Bref, un journal qui permettra à Hersant de se rapprocher un peu plus des allées du pouvoir... et des sources du fric !*

Tout s'achète et tout se vend... surtout les plumitifs «de droite» ou «de gauche», si prompts à noircir du papier pour nous prôner des sacrifices au nom de «l'économie française»... ou, pour mieux dire, dans l'intérêt des bourgeois qui les payent.

S.F.

(J. Guichard - GAMMA)

MOINS DE MILITAIRES... POUR DÉPENSER PLUS !

L'armée va licencier. Mille quatre cent vingt-quatre postes de militaires professionnels doivent être supprimés l'an prochain. Un peu moins que prévu tout de même, puisque Rocard a bien voulu, dans un ultime arbitrage, accorder quatre cent cinquante «sureffectifs» à son ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement.

Voilà des suppressions d'emploi que, pour une fois, on ne regrettera pas ! Quelle économie cela serait pour toute la société, si l'armée dans son entier était licenciée : économie d'argent, d'hommes, voire même de compétences techniques !

Mais en réduisant quelque peu le nombre de militaires professionnels, Chevènement ne cherche pas à dégager des sommes qui pourraient utilement être employées dans d'autres domaines, ceux de l'éducation, de la santé, du logement ou des transports par exemple. Le budget de la Défense devrait se monter pour 1989 à 192,4 milliards de francs, en nette augmentation par rapport à celui de l'an dernier. Chevènement ne veut pas dépenser moins, mais dépenser autrement, en accroissant entre autres les achats de matériels sophistiqués.

En fait, une telle politique de réduction des effectifs n'est pas nouvelle. Depuis plus de vingt ans, en France comme dans d'autres pays qui n'ont pas été engagés dans des conflits armés, et quelle que soit d'ailleurs la couleur politique des gouvernements, le nombre de militaires de carrière diminue légèrement, au profit des dépenses de matériel... et des comptes en banque des marchands d'armes.

Mais ce qui est un peu nouveau aujourd'hui, c'est que les prochains licenciements ont été annoncés par un ministre «de gauche». Chevènement réussira-t-il sans heurt, là où son homologue Charles Hernu avait eu quelques difficultés en 1983, lorsque lui aussi avait annoncé des suppressions de postes dans l'armée ? Telle est en fait la seule question que l'on pourrait se poser car de toute façon l'armée aurait connu des coupes dans ses effectifs : le député RPR chargé de présenter à la commission de la Défense de l'Assemblée le rapport sur l'armée de terre est partisan, lui, d'une réduction de son volume d'un tiers, pour en faire une armée de deux cent mille hommes alors qu'elle en compte aujourd'hui trois cent mille.

Dans une interview donnée au journal *Libération,* Chevènement explique sa politique et surtout se justifie aux yeux des cadres de l'armée, en s'excusant presque de la filiation de gauche dont il se réclame. Après avoir cité Jaurès qui en 1913 décrivait, dans l'armée d'alors, *«ces charlatans de patriotisme, qui couvrent d'un prétexte d'intérêt national les convoitises et les haines d'un esprit de classe»,* Chevènement s'empresse d'expliquer qu'une telle appréciation n'est plus valable de nos jours car, dit-il, la *«tradition antimilitariste, qui a une explication historique, n'est plus justifiée aujourd'hui».*

Chevènement réussira-t-il son examen de passage auprès de ces *«hommes de grande qualité»* que sont à ses yeux les militaires ? Peut-être, si ces mêmes militaires sont aussi «compréhensifs» à l'égard du ministre que celui-ci l'est à leur égard. Mais est-on compréhensif avec son paillasson ?

Georges LATTIER

Loyers : ROCARD CONFIRME MÉHAIGNERIE

(C. Vioujard - GAMMA)

Le gouvernement Rocard vient de prendre un décret à propos des hausses de loyers. Il est censé modifier la loi Méhaignerie du 24 décembre 1986 qui, on s'en souvient, a laissé la bride sur le cou aux propriétaires, lesquels ne se sont pas gênés pour augmenter de façon exorbitante les loyers.

Seulement la modification décidée par Rocard est tellement mineure que Méhaignerie lui-même, invité le 11 septembre au *Club de la Presse d'Europe N° 1,* a déclaré : *«C'est une décision normale, que j'aurais prise et qui est parfaitement conforme à la loi votée par le Parlement.*

Qu'on en juge : les propriétaires à qui Méhaignerie a donné le droit d'augmenter leur loyer *«par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage»* doivent désormais fournir les références sur lesquelles ils se basent pour fixer le nouveau loyer. Cela empêchera peut-être certains propriétaires d'être 3 ou 4 fois plus gourmands que leurs voisins. Mais ça n'empêchera pas l'ensemble des propriétaires de tirer les loyers à la hausse, à un rythme qui dépasse de beaucoup les augmentations de salaires !

Le gouvernement socialiste se montre solidaire des propriétaires autant que son prédécesseur, et il contresigne en quelque sorte une des lois les plus scélérates du gouvernement Chirac.

Dominique CHABLIS

Douffiagues : DE LA POLITIQUE DES AFFAIRES... AUX AFFAIRES TOUT COURT !

Jacques Douffiagues était déjà, jusqu'à la semaine dernière, exministre des Transports et exdéputé. Il a décidé de devenir exmaire d'Orléans et d'abandonner la politique pour *«donner la priorité à ses activités professionnelles et personnelles».*

Il semblait plutôt que, depuis plusieurs mois, c'était la politique qui l'abandonnait.

On ne peut pas dire que cette nouvelle, longuement reprise et commentée dans tous les médias locaux et nationaux et par pas mal de ses compères politiciens, ait beaucoup ému les travailleurs et les petites gens d'Orléans.

C'est vrai qu'avec Douffiagues comme maire, Orléans est dans le peloton de tête des villes françaises pour le taux d'impôts locaux. Douffiagues a beaucoup fait et s'est sans doute beaucoup dépensé pour ceux qui avaient de l'argent, mais il n'a laissé aucune trace de son activité dans les quartiers ouvriers de la ville.

Et encore, du côté de ceux qui ont de l'argent, il a surtout travaillé pour ceux qui en ont beaucoup. Comme, par exemple, les milliards de centimes empochés par l'entreprise Dalla Véra (une filiale de Bouygues) dans la construction de plusieurs parkings souterrains au centre-ville, dans la construction de tout un nouveau quartier autour de la gare, où ne fleurissent que des commerces et des appartements de grand standing. Exemple encore : quand il a fait faire «concession» par la municipalité de la gestion des eaux à la Lyonnaise des Eaux.

Il ne sera sûrement pas «chômeur» longtemps. Et l'on dit déjà qu'il n'est embarrassé que par le nombre de propositions, plus lucratives les unes que les autres, qui lui viennent du privé. Apparemment, c'est ce qu'il cherchait car, à force d'être au service des faiseurs de fric, il n'est plus prêt à se contenter du pourboire !

(AFP)

Sans-Culotte de chez Yves Saint-Laurent. Une véritable révolution...

Les allées du parc de La Courneuve étaient pleines, le week-end des 10-11 septembre derniers, pour la fête de *L'Humanité*. Une affluence semble-t-il aussi nombreuse que les autres années. Elle n'était évidemment pas due au seul mérite du plateau d'artistes qui animaient la fête. Ni non plus, bien sûr, au défilé de mode signé Yves Saint-Laurent, dont le journal communiste avait voulu faire l'un des clous de son spectacle. Le public de "sans-culottes" (pour parler le langage en vogue cette année à la fête de *l'Humanité*) qui fréquente les fêtes du PC n'a pas coutume de se draper à ce prix-là.

L'affluence même prouve bien sûr que, malgré la baisse des scores électoraux du PCF, son audience populaire demeure, et qu'il dispose toujours de ces militants personnellement appréciés et dévoués, qui permettent par leur activité le succès d'un tel rassemblement annuel. Indépendamment même de la politique de leur direction.

Avant le discours de Georges Marchais, dimanche après-midi, des cortèges convergeaient vers la scène centrale où il allait avoir lieu, derrière des banderoles d'entreprises qui ont connu des mouvements ces derniers mois. Mais, bien plus que les luttes, c'étaient les préoccupations électorales du PCF qui faisaient l'essentiel du discours de son secrétaire général. Et, comme il le fait déjà depuis plusieurs mois, c'est en mettant une sourdine à ses critiques envers le Parti Socialiste que Marchais a insisté sur la nécessité d'une nouvelle édition de l'Union de la Gauche.

Les municipales se rapprochent

MARCHAIS RESSORT L'UNION DE LA GAUCHE

Bien sûr, Marchais a condamné la politique du gouvernement Rocard, mais justement à cause de la mauvaise influence qu'y ont les ministres de droite, à cause du mauvais choix, fait par Mitterrand et par les dirigeants socialistes après les élections législatives, de chercher des alliances à droite. Et il a encore une fois tenu à rappeler que, dès le lendemain de ces élections, le Parti Communiste, lui, s'était déclaré prêt de nouveau à reprendre des responsabilités dans le gouvernement, si le Parti Socialiste voulait bien s'allier avec lui.

«REPARTIR»... COMME EN 1981 ?

Le vote communiste aux élections cantonales du 25 septembre prochain devrait être, expliquait Marchais, un moyen pour les électeurs de gauche de montrer à Mitterrand qu'il fait fausse route, et de faire pression sur le PS pour *"permettre aux forces populaires, aux forces de gauche, de prendre le chemin de leur union et ainsi de repartir de l'avant, vers le changement"*.

"Repartir" comme en 81 ? Avec en guise de *"changement"* la poursuite de l'austérité, de la progression du chômage, et en prime le blocage des salaires ? Sans compter, pour le PCF lui-même, la perte d'une partie de son électorat, au profit du PS, que lui avait coûté alors l'*"union des forces de gauche"* ?

Bien sûr, aujourd'hui, en se disant à nouveau prêt à gouverner avec le PS, le Parti Communiste ne court pas le risque d'être pris au mot. Les dirigeants du PS regardent d'un autre côté. Ce qui met à l'aise même ceux des militants communistes qui avaient rechigné à la politique de leur parti au gouvernement. On les entend aujourd'hui expliquer que le nouveau langage est surtout une façon de démasquer la duperie des dirigeants socialistes et de regagner une partie des électeurs socialistes actuels, notamment parmi ceux qui avaient fait ces dernières années le chemin inverse, du vote PC au vote PS.

UN OBJECTIF : LES MUNICIPALES

Mais ce n'est évidemment pas pour démasquer les dirigeants socialistes que les dirigeants du PCF atténuent leur critique vis-à-vis d'eux et cherchent à obtenir une nouvelle alliance *"des forces de gauche"*. Le problème du Parti Communiste est celui des prochaines municipales. Sur la base de ses derniers scores électoraux, il risque fort de perdre un bon nombre des municipalités qu'il gère actuellement, s'il n'obtient pas pour ces élections un accord électoral avec le Parti Socialiste. Et il a pour lui l'atout que le Parti Socialiste, faute de trouver à droite autant d'alliés qu'il le souhaiterait, peut avoir lui aussi besoin du Parti Communiste en maints endroits.

Pour l'appareil du Parti Communiste, la gestion de nombreuses municipalités est l'une de ses deux principales assises sociales (l'autre étant la CGT) : cela lui procure ressources, postes de permanents, et l'aide à maintenir son influence locale. Et les militants du PC voient eux aussi surtout l'action politique au travers des échéances électorales et de la gestion des œuvres sociales ou des collectivités locales.

Que cela corresponde aux intérêts de la classe ouvrière, c'est une autre affaire.

Car, comme à chaque fois qu'approche une échéance électorale, le ton des dirigeants qui se réclament de la classe ouvrière change. Pour sauver ces postes-là, ces ressources financières là, la direction du Parti Communiste est prête à payer le prix, même s'il devait s'avérer qu'une nouvelle alliance PC-PS pour les municipales profite encore plus au Parti Socialiste qu'au Parti Communiste. Il est prêt surtout à en faire payer le prix à la classe ouvrière.

Il est bien évident que, pour obtenir un accord électoral avec le Parti Socialiste, il va bien falloir que le Parti Communiste se garde de mettre les bâtons dans les roues du gouvernement, évite de dénoncer trop fort sa politique anti-ouvrière. Cela ne veut pas dire qu'il ne pourra pas continuer à parler de lutte, ou même à organiser des actions locales, parfois même dures ou spectaculaires. Mais à condition qu'elles soient bien contrôlées, ne présentent aucun risque de s'étendre, aucun risque de mettre en danger la politique gouvernementale. Des luttes pour le communiqué donc, tout au plus, mais pas pour permettre à la classe ouvrière de remporter vraiment une victoire sur la politique gouvernementale. Entre une politique pour la classe ouvrière et une politique pour avoir des postes, il faut choisir. Et la direction du PC a depuis longtemps choisi...

Olivier BELIN

La démission de Sainjon de la FTM-CGT

(GAMMA)

Sainjon ou son successeur, ce sera un peu de l'appareil au même...

DES DIVERGENCES QUI SONT RESTÉES INCONNUES DES TRAVAILLEURS

Sainjon, secrétaire de la Fédération de la métallurgie depuis douze ans, a démissionné de son poste. C'est à cette occasion que les syndiqués de base de la CGT et les travailleurs qui s'intéressent à ce qui se passe dans les syndicats ont pu être plus largement informés sur le fait que Sainjon avait exprimé des désaccords à l'égard de la politique de la direction de la confédération CGT. Il se serait notamment opposé aux actions «exemplaires» du style de celle menée chez SKF, ou s'était démarqué des opérations «commandos» chez Renault en juin 1985, ou de la lutte des «*dix de Billancourt*». Du moins, c'est ce qu'on en sait au travers de la presse au lendemain de sa démission. Car pour ce qui est de ces discussions, c'est essentiellement au sein du secrétariat de sa fédération, ou au sein du bureau fédéral qu'elles auraient eu lieu.

Dans son communiqué à ce propos, la FTM-CGT, qui informe de cette façon : «*André Sainjon a motivé ses prises de position par le rejet des critiques formulées par le secrétariat, le bureau et le comité exécutif fédéral, ainsi que par l'affirmation de son désaccord quant aux conceptions, constructions et choix faits par la direction fédérale concernant l'orientation de la Fédération*», a beau jeu ensuite de dire que «*ces motivations et ces discussions...*» «*n'ont fait à aucun moment l'objet de discussions*».

(LOT)

Le ministre, lui, pilote contre les grévistes.

Ceux parmi les syndiqués et les travailleurs qui voudraient en savoir plus sont bien obligés de s'en référer à la presse. Et celle-ci nous dit que la Fédération de la métallurgie avait depuis 1979 perdu plus des deux tiers de ses adhérents, que le licenciement de 18 permanents venait d'être décidé, tous choisis parmi les proches de Sainjon, un Sainjon membre également du Comité central du PCF, proche des «Rénovateurs», bien qu'il ait appelé à voter Lajoinie aux dernières présidentielles.

Pour autant que tout cela soit vérifié, la démission de Sainjon serait donc une conséquence, un peu tardive, du malaise créé au sein du PCF et de la CGT par le recul des voix, du militantisme et des adhésions, qui a accompagné la politique d'Union de la gauche.

Le brusque virage effectué par le PCF en 1984 et les répercussions qu'il a eues au niveau syndical avaient été mal supportés par un certain nombre de syndicalistes. Sainjon, donc, était de ceux-là. Par contre il n'a semblé sujet à aucun malaise lorsqu'au moment de la grève chez Talbot, en décembre 1983, la CGT s'était retirée, en pleine grève contre les licenciements, acceptant qu'il y en ait 2000 sur les 3000 demandés, après arbitrage du gouvernement de gauche dans lequel c'était Jacques Ralite, ministre communiste, qui tenait le rôle de secrétaire d'Etat à l'Emploi.

L'allure «bon chic, bon genre» de Sainjon, son costume trois-pièces et son attaché-case convenaient très bien à l'époque au genre que les dirigeants de la CGT voulaient donner à leur syndicat, partisan de l'Union de la gauche et soutien du gouvernement, et ne cherchant pas alors à se cacher derrière un faux radicalisme et un faux ouvriérisme.

Eh oui, les temps changent, et les virages brusques du PCF, comme à chaque fois, projettent sur le bas-côté de la route quelques-uns de ceux qui s'accrochent à son char, même lorsqu'ils sont assis à côté du conducteur. Nous ne pleurerons pas sur le sort de Sainjon. Il est, somme toute, une victime consentante plus qu'un opposant politique, pour autant qu'il n'a même pas daigné en appeler aux membres de son syndicat pour trancher des divergences de tactique ou de stratégie qui l'auraient habité. Homme d'appareil, c'est au sein de l'appareil qu'il a joué sa carte d'un bout à l'autre. Et pas plus lui que ceux qui restent en place ne souhaitent que les problèmes d'orientation du syndicat CGT, comme ceux du choix des dirigeants, ne soient tranchés de façon réellement démocratique, par tous les syndiqués.

Louis GUILBERT

Menaces contre les pilotes d'Air Inter

L'avons-nous bien entendu, ce Delebarre, ministre des Transports du gouvernement Rocard, menacer les pilotes de ligne en conflit depuis trois ans sur le pilotage à deux de l'Airbus A320, qui débrayent quotidiennement ?

«*Si la raison ne l'emportait pas, et si le conflit ne cessait pas dans ce délai* (huit jours) *je demande au président d'Air Inter de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour assurer son programme d'exploitation.*»

Ah mais ! Ce ton ferme lui a valu les félicitations du politicien de droite Gaudin, un homme qui pourtant d'habitude flirte plutôt avec le Front National. «*Michel Delebarre veut mettre un peu au pas les pilotes d'Air Inter, il a cent fois raison... Bravo M. Delebarre, s'il faut soutenir M. Delebarre parce que c'est une décision courageuse... alors là d'accord.*»

LES RODOMONTADES DE DELEBARRE

Si même Gaudin penche vers l'ouverture, alors Delebarre a cent fois raison d'apparaître et de faire apparaître les politiciens de son gouvernement pour ce qu'ils sont : des pourfendeurs de ceux qui revendiquent.

Pourfendeurs certes, mais pas téméraires. Ils ont pris garde de ne pas dire quelles «mesures» ils envisageraient, si jamais les pilotes s'obstinaient. Et puis ils ont choisi de s'en prendre à des salariés parmi les plus favorisés qui revendiquent sur le terrain corporatiste et débrayent sans vraiment se mettre en grève.

Pour montrer sa bonne volonté au patronat et à la droite, le gouvernement Rocard et ses ministres, pour le moment, font ce qu'ils peuvent. Ils voudraient faire disparaître cette tache qui les a marqués à gauche, au moins le temps qui leur a été nécessaire pour parvenir aux postes où ils sont, et pour lesquels il leur a bien fallu recueillir les voix d'un grand nombre de ceux qui revendiquent ou sont appelés à le faire.

On espère simplement qu'un de ces jours des travailleurs en grève montreront le peu de cas qu'il convient de faire des matamores du gouvernement Rocard.

La visite d'Arafat à Strasbourg

POLÉMIQUE HYPOCRITE

Arafat et Roland Dumas (AFP)

La politique israélienne – ici rafle de suspects – n'est pas terroriste ?

La visite d'Arafat au parlement européen de Strasbourg et sa rencontre avec le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas avaient soulevé tout un tollé de protestations indignées, comment peut-on autoriser à venir en France un *«terroriste»*, lui faire l'honneur dû à un chef d'Etat ?...

Au point que, courageux comme toujours, face aux protestations d'une droite plus bête que nature, et du lobby sioniste, le gouvernement français s'excusait presque de son geste, insistant sur le fait que les locaux du parlement européen, bien que situés à Strasbourg, ne sont pas en France, que Dumas n'allait pas à Strasbourg que pour ça...

Cela ne choque bien entendu aucun de ces hommes politiques que l'on reçoive en grande pompe les représentants de ce gouvernement israélien qui bombarde les camps palestiniens, matraque et assassine les manifestants désarmés, y compris les gosses, dans les rues des villes de Cisjordanie. Car le terrorisme à grande échelle, le terrorisme des Etats sur les peuples qu'ils oppriment, c'est normal, c'est respectable, puisque c'est là-dessus que repose l'ordre mondial actuel.

Pourtant le geste des parlementaires socialistes européens et du gouvernement français n'avait rien de bien osé. Au contraire. Au point que même le journal *Le Figaro* s'étonne des *«embarras du Quai d'Orsay à propos de la rencontre entre Roland Dumas et Yasser Arafat»*, alors que *«l'histoire le montre : aucun conflit n'est éternel»*.

Et le problème pour les gouvernants, c'est que les émeutes populaires auxquelles on assiste depuis plusieurs mois en Cisjordanie sont, pour le maintien de l'ordre, c'est-à-dire de l'oppression, dans toute cette région du Moyen-Orient, probablement bien plus dangereuses que ce que pouvaient représenter les actions militaires des groupes nationalistes palestiniens.

Le gouvernement israélien en reste pour l'instant à la politique qu'il pratique depuis sa création, la répression pure et simple. Mais nombre de gouvernants des pays occidentaux, et le gouvernement français entre autres, savent très bien qu'il faut ménager la possibilité de donner au problème palestinien une issue politique, en négociant avec un Arafat qui, somme toute, ne demande qu'à avoir la possibilité de devenir lui-aussi un chef d'Etat comme les autres, sur le dos de *«son peuple»*.

Alors, on reçoit Arafat à Strasbourg ou à l'ONU, pour discuter avec lui des solutions possibles, de la nécessité de reconnaître l'Etat d'Israël... comme si tout le monde ne savait pas que le problème, pour l'instant, c'est d'abord qu'Israël ne reconnaît pas les Palestiniens et surtout pas l'OLP. Les gouvernants français, européens, ou celui des USA veulent seulement garder prête la carte Arafat au cas où il deviendrait nécessaire de s'en servir.

En recevant Arafat, les gouvernants européens ne font que ménager l'avenir, dans leur propre intérêt. Tout le monde le sait, y compris les dirigeants israéliens et les hommes politiques de France ou d'ailleurs qui estiment nécessaire de tant s'indigner aujourd'hui.

O.B.

Haïti

LE MASSACRE, UNE MÉTHODE DE GOUVERNEMENT

En Haïti un nouveau massacre et de nouvelles exactions viennent d'être perpétrées. Les opposants à la dictature militaire de Namphy avaient décidé de faire du dimanche 11 septembre une journée *«de la Constitution haïtienne»* – celle de 1987 – qui n'est évidemment pas appliquée. Le blanc, vêtements ou insignes, devait être la couleur de reconnaissance des opposants. Cette tentative de l'opposition n'a pas eu l'heur de plaire à Namphy et celui-ci avait prévenu que certains s'apprêtaient à *«gâter»* cette journée d'opposition.

Et en effet, on a vu : lors du sermon du père Aristide, prêtre contestataire et très populaire, près de deux mille personnes – dont beaucoup en blanc – étaient massées dans une église de Port-au-Prince. Une centaine d'hommes, armés de couteaux, de bâtons, de revolvers, ont alors attaqué la foule en pleine église, faisant 9 morts et au moins 71 blessés. Le père Aristide, dont le régime cherche à se débarrasser, a réussi à s'échapper. La bande de nervis a ensuite continué son œuvre en saccageant les locaux de deux partis d'opposition.

Ni la police ni les pompiers ne sont le moins du monde intervenus contre les agresseurs. Deux jours plus tard les locaux d'une radio indépendante étaient également saccagés.

On se souvient qu'il y a près d'un an, ce sont les massacres opérés contre des Haïtiens désirant seulement aller voter qui avaient réussi à empêcher la tenue des élections prévues. En fait, depuis lors, les exactions de ces bandes armées se sont multipliées partout dans le pays, se traduisant par des assassinats prenant pour cible le plus souvent les militants ou simplement ceux qui se sont mis en avant dans la période d'effervescence populaire qui a suivi la chute de Duvalier.

Duvalier est parti mais le nouveau régime commence à ne plus avoir grand-chose à lui envier. Non seulement l'armée tient le pouvoir, mais en outre des bandes de voyous agissent avec la bénédiction du régime pour terroriser la population. Un certain nombre de «tontons macoutes» de sinistre mémoire ont sans doute été tués après la chute de Duvalier, au cours du «déchoukage», mais ceux qui ont échappé, ou d'autres, des nouvelles recrues, ont pris du service.

Au moment de la chute de Duvalier, la population était maîtresse de la rue. Les piliers du duvaliérisme étaient en fuite, se cachaient. Le peuple a souvent alors fraternisé avec l'armée. Mais aucun de ces opposants «démocratiques» haïtiens n'a, à ce moment-là, saisi l'occasion pour inciter les travailleurs à s'emparer vraiment du pouvoir, et des armes, et à se garantir ainsi de tout retour des «tontons macoutes». Aujourd'hui l'appareil d'Etat a repris l'initiative et tente d'en finir avec toute vélléité d'opposition en terrorisant le pays.

Seulement ce n'est évidemment pas en allant à l'église et en se drapant de blanc qu'on fera partir Namphy, ni même qu'on l'obligera à appliquer la constitution de 1987. Les travailleurs peuvent constater aujourd'hui que les formations de l'opposition «démocratique» les ont laissés désarmés et les livrent à une nouvelle dictature, alors que seuls leur propre mobilisation, leur propre armement peuvent leur donner les moyens de faire front aux «hommes de main de Namphy».

A.V.

Nouveau

TROTSKY A EXISTÉ LA «PRAVDA» EN A ENTENDU PARLER

Un général vient d'écrire dans *La Pravda* un article sur le rôle de Trotsky dans la révolution de 1917 et dans la guerre civile. Un grand article qui tient tout une page et qui se veut, pour la première fois, une analyse de fond sur le rôle joué par Trotsky dans la révolution russe et après.

Lui reconnaissant un rôle de premier plan, notamment dans l'organisation de l'armée rouge et dans la victoire, l'article rend même hommage à Trotsky pour s'être opposé à Staline de 1917 à 1924, avant d'avoir, selon ce plumitif de service, tourné à "l'antisoviétisme".

Du silence total sur Trotsky observé il y a quelques années, on est donc en train de passer à une nouvelle forme de vérité officielle. En l'occurrence, le problème des dirigeants soviétiques n'est pas de débarrasser l'URSS du fatras de mensonges et falsifications de l'histoire officielle et de donner à chacun les moyens d'en juger. Comme Khrouchtchev avant lui, Gorbatchev "déstalinise", il ne s'arrête pas à la seule "débrejnévisation", la lutte contre "les démons du passé" lui sert à asseoir son pouvoir personnel. Et dans la lutte qu'il mène contre les différents clans de la bureaucratie, après avoir ressorti Boukharine des tiroirs et l'avoir réhabilité, voilà qu'il ne craint pas maintenant d'envoyer Trotsky à la tête de ses adversaires.

Une telle "hardiesse" ne peut venir à Gorbatchev et à sa faction que dans la mesure où ceux-ci pensent que Trotsky, assassiné par ordre de Staline depuis bientôt cinquante ans, est bel et bien mort et enterré. Et pas seulement en tant que personne physique, mais que ses idées, elles aussi, n'ont que peu de chances de connaître une résurrection. D'autant plus que l'opposition trotskyste, celle qui aurait pu transmettre les traditions révolutionnaires et donner une traduction concrète aux idées trotskystes aujourd'hui, a été physiquement exterminée, par les bons soins de Staline précisément.

Souhaitons que Gorbatchev et ses partisans se trompent. Souhaitons qu'au nom des idées de Trotsky, des idées révolutionnaires, se regroupent en URSS des ennemis mortels pour la bureaucratie et qu'y resurgisse un parti de la révolution prolétarienne.

Gorbatchev avec des travailleurs sibériens. Leur montre-t-il la taille des saucissons futurs ?

(AFP)

Les discours c'est bien, le saucisson c'est mieux !

Images inédites, le 12 septembre à la télévision soviétique : Gorbatchev, en visite dans une ville de Sibérie, a été interrompu en plein discours par ses auditeurs. Il parlait en général de la restructuration, de l'investissement industriel, des conditions de vie. Mais il a entendu des revendications bien concrètes : *"Nous n'avons pas de saucisson" ! "Nous n'avons pas d'eau chaude" !* a-t-on crié. Puis, alors que Gorbatchev continuait justement sur la nécessité de mener à bien les réformes économiques, il a été de nouveau coupé par un assistant exprimant tout haut son incrédulité : *"Cela n'arrivera pas"*, a-t-il dit, ajoutant aussitôt : *"et je ne suis pas le seul à le penser" !*

Le chef du parti et de l'Etat soviétique interrompu et contesté tranquillement par ses auditeurs, c'est déjà du nouveau ; mais que la scène soit retransmise à la télévision, c'est encore plus nouveau ! C'est sans doute un souffle d'air frais dans un pays où les moindres nouvelles télévisées sont soigneusement filtrées, rendues le plus inoffensives possible.

"La transparence", même les petits bouts de transparence auxquels voudrait se limiter le régime, offre à la population soviétique des possibilités pour s'exprimer... et on la voit s'habituer à parler sans crainte d'être aussitôt inquiétée. Et on voit aussi du même coup que c'est sur des problèmes bien concrets qu'une grande partie de la population juge la "perestroïka gorbatchevienne : sa capacité à donner «du saucisson" et "de l'eau chaude"... et sans doute bien d'autres choses qui manquent tout autant.

Et c'est justement cela que, au-delà des mots, le régime bureaucratique aura bien du mal à satisfaire.

Des vérités de la «Pravda» à celles de «L'Huma»

CES RUSSES ÉCRIVENT N'IMPORTE QUOI

Sept lignes et un petit bout : c'est tout ce que *L'Humanité* aura consacré à Trotsky dans son numéro du 12 septembre, suite à l'article de *La Pravda*. Le lecteur aura du mal à comprendre que l'auteur soviétique reconnaît au moins en partie un rôle positif à Trotsky. Par contre, il y a la place dans ces sept lignes pour dire que celui-ci a glissé *"sur des positions antisoviétiques et antimarxistes"*.

Visiblement, pour la rédaction de *L'Humanité,* la question est réglée et on n'y reviendra plus, sauf peut-être s'il prenait la malencontreuse idée aux camarades russes de revenir sur ce sujet scabreux !

Il y a du progrès tout de même. En 1956, le rapport Khrouchtchev dénonçant le rôle de Staline n'était plus dans les colonnes de *L'Humanité* qu'un "rapport attribué au camarade Khrouchtchev". Mais il est vrai qu'il était difficile de parler d'un "article attribué à la Pravda" !

(AFP)

Le pepsi-cola soviétique n'est pas parvenu à faire oublier le goût de l'alcool...

GORBATCHEV A MIS DU VIN DANS SON EAU

La presse occidentale ne cesse de s'étonner de la *"révolution"* que les réformes de Gorbatchev seraient en train d'effectuer en URSS. Mais le comble est que c'est la mesure la plus draconienne, la seule qui soit concrète, qui est passée la plus inaperçue. Le dégel, la transparence, la réapparition de quelques vieux noms, Boukharine, Zinoviev ou même le *"démon de la révolution"* Trotsky, ont peut-être été un peu durs à avaler par les plus traditionalistes des bureaucrates. Mais dans le fond ils savent que ces réformes ne sont, somme toute, que symboliques.

Mais une loi qui leur était restée en travers du gosier et qui de plus était bien sûr très impopulaire, c'était bien cette loi datant de 1985 et limitant les ventes d'alcool. Au point que le réformateur vient de faire marche arrière. Le vin, la bière, le cognac... ont été remis en vente libre.

Pas la vodka. C'est à n'y rien comprendre alors que de toutes ces boissons c'est la seule qui soit transparente !

LE GÉNOCIDE DES KURDES

LES MASSACREURS ET LES VAUTOURS

Le gouvernement irakien massacre les Kurdes de son territoire. Profitant du cessez-le-feu avec l'Iran, il a lancé de vastes opérations consistant à bombarder les villages kurdes, provoquant l'exil de plus de cent mille personnes en quelques jours. On a pu voir les images télévisées montrant des files de camions dans lesquels des hommes, femmes et enfants s'entassaient, fuyant vers la Turquie, alors qu'on entendait les tirs un peu plus loin. Les images montrant des enfants aux yeux gonflés ou à la peau brûlée, des plaies sur des adultes, attestent de l'emploi d'armes chimiques. Un professeur belge, Aubin Heyndrickx, que *Le Monde* du 15.09.88 présente comme ayant une réputation internationale en matière de toxicologie, affirme qu'il s'agirait d'un mélange de gaz moutarde et de gaz neurotoxique, du «tabun», un gaz déjà utilisé par l'armée irakienne lors de l'attaque contre la ville kurde de Halabja, au printemps dernier.

L'effet des gaz à Halabja. (Eslami Rad – GAMMA)

Le monde dit «civilisé», les grandes puissances protestent mollement. On ne sait pas d'ailleurs si ce n'est pas l'une d'elles - ou même plusieurs - qui a vendu les armes chimiques en question à l'Irak, ou fourni la recette.

Dix pays, dont les Etats-Unis, ont demandé une mission d'enquête dans le Kurdistan. En armes chimiques, les Etats-Unis sont effectivement orfèvres en la matière, eux qui ont largué des tonnes et des tonnes de défoliants sur le Vietnam. Toujours est-il que, quelles que soient les arrière-pensées des dirigeants politiques américains, eux qui ont assisté de façon intéressée pendant huit ans aux massacres entre Iraniens et Irakiens, voilà qu'ils élèvent maintenant la voix et font semblant de compatir aujourd'hui avec les Kurdes, face au sort qui leur est réservé.

Quant au gouvernement français, lui, il ne s'est même pas donné la peine de s'associer à la demande des dix. Il craint sans doute trop de se retrouver un peu moins bien placé pour continuer à vendre ses armes au dictateur Saddam Hussein qui dirige l'Irak. Il a trop peur de perdre un seul marché dans un pays où, pour réparer les ruines de la guerre, il y aura tant de bonnes affaires à faire pour les capitalistes français.

Les massacreurs du gouvernement irakien, les hommes de main qui mènent la guerre sur le terrain, sont certes de sacrés salopards. Mais ils ne sont pas les seuls, car les profiteurs comme les gouvernements - de gauche comme de droite - qui les aident à prospérer sur les cadavres de leurs innombrables victimes, ne valent pas mieux.

L.G.

POLOGNE

WALESA A BRISÉ LA GRÈVE... JARUZELSKI NE DIT MÊME PAS MERCI

Dix jours après l'arrêt des grèves, les autorités polonaises ont repris leur assurance. En représailles pour la peur qu'elles ont eue, quelque 350 grévistes des mines de Haute-Silésie, qui avaient été à l'origine du mouvement, ont été licenciés. Des menaces ont été agitées contre les grévistes des aciéries de Stalowa Wola. Enfin, on sait que six militants de *Solidarité* sont emprisonnés. Et la liste des représailles ne s'arrête certainement pas là. Les autorités s'irritent. Le porte-parole du gouvernement, Jerzy Urban, a menacé les éléments *«extrémistes»* de *Solidarité*, qui *«créent des difficultés»*, par leur attitude *«maximaliste»*, en maintenant au premier rang de leurs revendications la reconnaissance de *Solidarité*.

(G. Mérillon – GAMMA)

Souvenirs et menaces ont remplacé la force des grévistes.

Le gouvernement fourbit ses armes et monte le ton avant l'ouverture des négociations prévues, lors de la fameuse table ronde qui devrait se réunir prochainement, encore qu'aucune date n'ait été rendue publique.

Du côté de *Solidarité*, Walesa lui aussi essaie de monter le ton : *«Je veux entendre dire de la bouche d'un haut dirigeant que le pluralisme en Pologne est indispensable et qu'on recherche une place pour Solidarité»*. Sinon lui, Walesa, ne se rendra pas à une table ronde. Et il a même ajouté : *«Si je suis trompé, je referai la grève ; mais en même temps je passerai le flambeau»* de la direction de *Solidarité*.

Alors sans doute, de chaque côté, on essaie de faire monter les enchères. Mais si le gouvernement polonais, maintenant, est en situation de manier représailles et menaces, Walesa, lui, a brisé la grève. Et maintenant, il ne dispose plus que du «souvenir» de la grève et de la menace d'une future explosion sociale que lui, Walesa, ne serait même plus à même de contrôler. Geremek, le conseiller de Walesa, affirme : *«Walesa (...), en décidant d'arrêter les grèves, a prouvé au pouvoir qu'il serait capable de les relancer quand il le voudra»*... comme si les ouvriers étaient des marionnettes à qui on dit un jour «avance» et un autre «recule» ! Sans doute les problèmes sont toujours présents, l'inflation galope, le marché désorganisé provoque la disette, les salaires sont notoirement insuffisants et chaque augmentation est tout de suite dépassée... Mais maintenant que le mouvement a été brisé, que les ouvriers sont démoralisés, la menace de la grève est sans doute écartée pour un temps. Walesa le sait bien et le gouvernement aussi.

Et c'est bien là toutes les limites de la politique de Walesa et de la direction de *Solidarité*. En arrêtant la grève, Walesa a certes démontré son efficacité pour arrêter les mouvements. Mais il ne lui reste plus que l'ombre de la grève, pour faire pression sur le gouvernement.

Obtiendra-t-il en échange l'ombre d'une promesse que *Solidarité* aura une place ? Ce n'est même pas sûr. Et quoi qu'il en soit, la classe ouvrière polonaise doit trouver en son sein une autre direction, dont les objectifs et la politique soient à la hauteur de la combativité dont elle a maintes fois fait preuve.

C.B.

(LO)

Dans les poubelles de New York aussi, des pauvres cherchent à se nourrir.

TROIS MILLE PAUVRES DE PLUS PAR JOUR

Divers organismes officiels américains viennent de publier une série de chiffres ne laissant aucun doute sur la progression de la pauvreté dans le pays le plus riche du monde. Durant les huit dernières années, le nombre des Américains se trouvant au-dessous du seuil à partir duquel la pauvreté se trouve enregistrée par les statistiques a augmenté de huit millions. Trois mille pauvres de plus par jour en moyenne, alors que l'expansion de l'économie américaine aurait repris, nous disent les chantres du capitalisme.

Mais il n'y a pas que le sous-prolétariat urbain et rural, constitué par les plus faibles, les plus démunis, les malades, qui a vu son sort empirer ces dernières années. La partie de la classe ouvrière qui a retrouvé du travail reçoit aujourd'hui des salaires très inférieurs à ceux d'il y a dix ans.

Le salaire minimum horaire est aux Etats-Unis de 3,35 dollars (environ 20 F). Il n'a pas varié depuis... 1980 et a donc perdu un quart de son pouvoir d'achat pendant cette période.

Une proposition de loi sur sa réévaluation - période électorale oblige - vient d'être abandonnée sous la pression des milieux patronaux, qui ont proposé à la place d'augmenter seulement les aides publiques aux familles nombreuses nécessiteuses. Politiciens démocrates et républicains sont tombés d'accord !

Et puis, il y a les salaires inférieurs au minimum légal, plus nombreux encore aux Etats-Unis qu'en France : dans les petites entreprises, dans toutes celles qui emploient des immigrés en situation irrégulière pour pouvoir les sous-payer davantage. Ce qui est le cas non seulement dans le textile et l'habillement, mais aussi dans des branches très modernes comme l'industrie électronique californienne.

Le salaire ouvrier moyen a lui aussi fortement baissé. La plupart des nouveaux emplois créés, y compris quand il s'agit d'emplois industriels, l'ont été dans des secteurs et des branches payant peu. L'écart entre le salaire moyen de ces branches à très bas salaires et les autres s'est énormément accru, pour atteindre 5 000 F par mois. Economiser 60 000 F par an sur le dos des dizaines de millions de travailleurs qui ont trouvé un emploi ou changé de poste aux Etats-Unis ces dernières années, cela représente des sommes colossales se chiffrant par centaines de milliards de francs.

L'image d'une classe ouvrière américaine gagnant de très hauts salaires n'a jamais correspondu à la totalité de la réalité. La bourgeoisie américaine s'est de tout temps efforcée d'attirer des immigrants pour effectuer des tâches mal payées, même quand la masse des salaires augmentait. Mais depuis plus de dix ans le patronat américain tire les salaires vers le bas, violemment, massivement.

Dans un récent article, le *Wall Street Journal* se félicitait tout en s'étonnant de ce que *«les augmentations de salaires restent modestes, malgré le manque de main-d'œuvre»*. Et le journal des capitalistes américains y voit le résultat de toute une série d'initiatives patronales : l'embauche de travailleurs temporaires venus de régions à fort taux de chômage, donc moins exigeants ; la fusion et le rachat à crédit de sociétés permettant ensuite d'effrayer les travailleurs de ces entreprises avec les dettes à rembourser ; la mise sur pied de sociétés ne reconnaissant pas les tarifs syndicaux, comme chez les camionneurs. Mais la principale raison de l'absence, peut-être provisoire, de revendications salariales énergiques dans la classe ouvrière américaine réside, selon ce journal, dans l'absence de prise de conscience par les travailleurs que la situation économique a changé ces dernières années au profit des entreprises... Une situation que la propagande patronale entend bien prolonger, comme en France.

Pierre VERNANT

GRANDE-BRETAGNE

DES SALAIRES QUI AUGMENTENT : CEUX DES PDG

En 1987, le salaire des PDG britanniques a augmenté de 46,3 %. Et ce n'est qu'une moyenne !

Une étude publiée en Angleterre donne des précisions.

Le directeur le mieux payé de la Midland Bank a reçu une augmentation de 296 %, qui porte son salaire à la coquette somme de plus de 680 000 F par mois, 68 millions de centimes ! Et ce n'est pas le mieux payé des PDG britanniques, loin s'en faut. C'est ainsi que le président du groupe Burton, qui n'a été augmenté, lui, que de 35 % l'an dernier, touche la bagatelle de 1 245 000 F par mois, 124,5 millions de centimes mensuels.

Citons aussi le PDG de Ford qui a reçu 44 % d'augmentation et touche 293 000 F par mois, celui de Woolworth qui, avec ses 59 % d'augmentation, atteint les 420 000 F par mois. Et la liste est longue.

Dans le même temps, ces messieurs signaient des accords salariaux qui accordaient à leur personnel au mieux 2 à 3 % de plus que le taux officiel de hausse des prix, et parfois même encore moins.

En Angleterre comme ici, c'est la crise : il y a des millions de chômeurs, et gouvernements et patrons prêchent les sacrifices aux travailleurs, tout en s'en mettant plein les poches.

La seule différence c'est que, là-bas, ces salaires faramineux et ces augmentations indécentes sont mises sur la place publique.

D.C.

DOUZE JOURS DE GRÈVE DANS LES POSTES

Après 12 jours de grève les postiers britanniques ont été appelés par leurs dirigeants syndicaux à reprendre le travail. La grève avait été massive, suivie par les deux tiers des 140 000 postiers. Et toute tentative de la part de la direction de faire traiter le courrier en souffrance s'était soldée par de violents incidents et un durcissement de la grève.

Les grévistes s'opposaient à l'attribution de primes particulières dans les seules régions où la direction des postes a du mal à recruter du personnel, et ils réclamaient l'extension de ces primes à tous. En fait, le mécontentement sur les salaires est grand et les postiers ne voulaient pas laisser les mains libres à la direction pour les payer à la tête du client.

Lundi 12 septembre, les dirigeants syndicaux ont accepté un accord qui, prétendent-ils, est un «succès». En fait ils n'ont obtenu, outre la levée de toute sanction pour fait de grève, que la promesse de négociations ultérieures sur la question des primes.

Les dirigeants syndicaux ont accepté, pour résorber le courrier en retard, le principe des heures supplémentaires, de l'embauche de travailleurs temporaires et du déménagement du courrier d'un centre à l'autre.

D'ailleurs la direction crie elle aussi victoire et personne ne semblait sûr, au début de la semaine, que les centres les plus militants accepteraient de reprendre le travail, malgré les consignes syndicales.

La bourgeoisie britannique, en tout cas, peut une fois de plus dire merci à ces bureaucrates si prompts à servir de tampon entre elle et des travailleurs qui ont fait, encore une fois, la preuve de leur combativité.

UNE RENTRÉE SCOLAIRE DÉPLORABLE

Les bavures de la rentrée ne cessent de s'étaler au grand jour. On ne compte plus les mille et un scandales des classes surchargées et du manque d'enseignants, tant dans le primaire que dans le secondaire.

Dans de nombreux établissements, parents d'élèves, professeurs et élèves eux-mêmes ont occupé les locaux pour dénoncer les déplorables conditions d'études. C'est dans l'enseignement technique, où des milliers d'élèves n'ont pu cette année trouver de place, que la situation semble la pire.

Que fait le ministre ? Visiblement rien ! On ne l'entend plus beaucoup, ces derniers temps. Mais n'avait-il pas prévenu par avance de son inefficacité en déclarant : «*Je n'ai pas préparé cette rentrée et les conditions dans lesquelles elle s'effectuera ne sont pas de la responsabilité de notre gouvernement*».

Face aux manifestations des lycéens et des enseignants du lycée Grandmont de Tours, Jospin a affirmé que «*Grandmont n'est pas toute la France*». Géographiquement, la remarque est pertinente. Mais l'est-elle vraiment au regard de la situation dans l'Education nationale ?

(P. Frilet/Sipa-Press)

Tours

LES LYCÉES EN GRÈVE

Mardi 13 septembre, plus de 2 000 manifestants sont descendus dans les rues de Tours : lycéens des cinq établissements de la ville, pour le gros des troupes, mais aussi enseignants, parents d'élèves et personnels non-enseignants. Ils ont repris les slogans rodés les jours précédents par ceux de Grandmont : «*Classes surchargées, échec assuré*», «*500 élèves en plus et cinq agents en moins*», «*Huit heures du mat, déjà bourré*» (c'est des classes qu'il est question, bien sûr !)

A l'origine du mouvement, le lycée Grandmont et ses 3 300 élèves, plus de 5 000 même dans l'ensemble de la cité scolaire de Grandmont. A Grandmont la rentrée n'a pas eu lieu, l'ensemble des professeurs et du personnel non-enseignant ayant décidé de se mettre en grève dès le 6 septembre. Il faut dire que, rentrée après rentrée, la situation se détériore, avec des classes de plus en plus chargées - plus de 40 élèves parfois dans les classes de seconde cette année et des groupes à plus de 45 dans les cours de langues.

Du côté du personnel administratif, c'est pire encore puisque depuis 1984 on compte 1000 élèves en plus... et six postes en moins, au lieu des 20 supplémentaires qui auraient été nécessaires. A la cantine, 300 repas supplémentaires mais un poste et demi en moins.

Il faut dire que, si depuis des années les gouvernements successifs ont mégoté pour accorder les crédits dont l'enseignement aurait besoin, c'est le recrutement du personnel non-enseignant qui en a le plus souffert. Evidemment, le manque de tel ou tel agent de service passe plus inaperçu aux yeux du public que celui d'un enseignant, et la dégradation des conditions de travail de ces agents ne va tout de même pas empêcher un ministre de l'Education nationale de pérorer sur son attachement à un enseignement de qualité.

Face à la grève totale du lycée Grandmont, la fédératoin d'Indre-et-Loire du Parti Socialiste a réagi en dénonçant «*le discours libéral qui vise à supprimer des postes de fonctionnaires à l'aveuglette*». «*Il est bon de s'en souvenir*», ajoute le PS local, qui gagnerait aussi à se souvenir que depuis quelques mois Rocard, Jospin et quelques autres sont tout de même au gouvernail.

Mardi 13, alors que la grève s'était étendue à tous les lycées de Tours, les envoyés du ministère ont concédé quatre postes de personnel non-enseignant et promis d'intervenir en faveur du paiement des huit jours de grève. Ces concessions s'ajoutent à la promesse antérieure de créer une classe de seconde, une demi-terminale F7 et une première S.

Mercredi, Grandmont était à nouveau en grève, mais à l'AG de l'après-midi des voix se sont à nouveau fait entendre, y compris parmi les lycéens, pour cesser la grève sur la base des concessions proposées. En fin d'après-midi on apprenait que l'assemblée des professeurs puis celle du personnel non-enseignant et enfin celle, réduite, des lycéens avaient décidé de cesser la grève.

Correspondant LO

A L'AFPA (Toulouse)

PAYE EN BAISSE MÉCONTENTEMENT EN HAUSSE

Cela fait des mois que la menace planait : le gouvernement Chirac voulait réduire les rémunérations des stagiaires. La décision a été prise au printemps. Elle est maintenant appliquée sous le gouvernement Rocard. Ce seraient les caisses ASSEDIC qui désormais paieraient les stagiaires. En tout cas, depuis le 1er juillet, les nouveaux stagiaires sont moins payés. Jusque-là, ceux qui avaient travaillé six mois dans l'année, ou trois mois dans les six mois précédents, touchaient 4 225 F minimum. Aujourd'hui, les nouveaux stagiaires ont seulement reçu 3 220 F.

(AFP) – Dans un centre de la région parisienne.

Cette mesure concerne la majorité des stagiaires dans les centres AFPA. Toutefois certains, ceux qui ne satisfont pas aux conditions, sont encore plus mal payés, ce qui était déjà le cas précédemment. Ils touchent 1 600 F, ou même 1 200 F pour les moins de 21 ans.

La pilule est amère. Au centre AFPA de Toulouse-Bordelongue (Industrie et Bâtiment), un mouvement de protestation a démarré début août. Une première lettre-pétition, à l'initiative des carreleurs, dénonçait la mesure prise. Et bientôt 10 sections sur 15 rédigeaient à leur tour leur lettre-pétition. L'ensemble a été porté au directeur, qui nous a renvoyés aux ASSEDIC.

Une assemblée générale fut appelée pour le mercredi 7 septembre. 40 stagiaires discutèrent des revendications et des moyens de les faire aboutir, et se prononcèrent pour :

- le SMIC minimum pour tous ;
- pas de réduction de la période de chômage rémunérée par une action de formation ;
- maintien du paiement des frais de déplacement.

Une pétition devait faire connaître et approuver ces revendications à tous les stagiaires. Un comité de défense était contitué à l'issue de la réunion.

Dès le lendemain, la pétition était signée par deux cents personnes sur deux cent cinquante sur le centre. Le comité décidait de s'adresser aux stagiaires des autres centres de Toulouse, et de proposer une manifestation à la direction régionale des ASSEDIC.

Au moment où tous les ministres se répandent en déclarations de bonnes intentions pour une formation toujours plus «moderne» et «adaptée» à notre temps, les formés constatent les actes : des rémunérations à la baisse.

Chaffoteaux (Saint-Brieuc)

MENACES DE LICENCIEMENTS

La venue du nouveau président du directoire de Chaffoteaux n'est pas passée inaperçue, mercredi 7 septembre, à l'usine de Saint-Brieuc. D'abord, son arrivée s'est faite beaucoup plus discrètement que celle des autres dirigeants : en simple R5, alors que tous les autres se déplacent en grosses voitures de fonction ; voire, comme Mehri, un des actionnaires, en hélicoptère... Et puis surtout par ce qu'il venait annoncer à l'usine.

Certes, depuis quelques mois, la direction nous disait que ça allait mal, qu'il fallait faire des économies. D'ailleurs, elle avait lancé à la fin de l'année 1987 un plan d'augmentation de 10% des cadences, des mutations de professionnels et d'employés aux pièces, et d'une manière générale, un resserrement de la discipline.

La première conséquence de cette augmentation des cadences, outre la fatigue supplémentaire pour les travailleurs de l'usine, a été l'absence d'embauche d'étudiants pendant la période des vacances cet été (ce qui se faisait traditionnellement). Et puis, la direction a commencé à évoquer les stocks trop importants.

C'est dans ce contexte que nous avons appris, au retour des vacances des aoûtiens, que le président du directoire était démissionné, et remplacé par M. Danton (c'est son nom), ex-directeur de chez Jacob-Delafon, qui se présente comme un spécialiste des questions sociales et économiques ; ainsi que la démission de la chef du personnel à l'usine, puis la convocation d'un CCE extraordinaire sur le licenciement de 35 personnes des services commerciaux (cf LO n° 1058).

Ayant annoncé au CCE, la veille de sa venue, que le licenciement de 35 commerciaux représentait l'économie de plusieurs millions de francs, il a déclaré sur le même ton à l'usine qu'il envisageait une ou plusieurs semaines de chômage technique pour diminuer les stocks et qu'il travaillait à un plan de réduction des dépenses n'excluant pas une réduction d'effectif, mais que celle-ci n'était pas chiffrée.

Bien que ces nouvelles ne soient pas vraiment des surprises, vu tous les bruits qui circulaient depuis un moment à l'usine, elles ont quand même renforcé l'inquiétude.

Pour l'instant, beaucoup de travailleurs pensent qu'on ne coupera pas à des licenciements, mais attendent que la direction annonce clairement son plan pour envisager une riposte. En tout cas, les travailleurs ont les moyens, s'ils le veulent, de combattre les plans du patron.

Correspondant LO

(LO)

DANS LES CHEMINS DE FER, ÇA ROULE CAHIN-CAHA

VITE FAIT...

Au dépôt, l'équipe Frein a reçu la consigne avec Joncherolles de neutraliser la poignée du robinet CG sur les rames EAB dans l'entre-caisse entre la Z et la ZR, en démontant les poignées et en le condamnant avec un fil de fer.

Pourquoi ? Pour éviter qu'un accident comme celui de la Gare de Lyon ne se reproduise. Au départ, à la presse, il a été annoncé que tous ces robinets seraient déposés. Mais à Chapelle, on apprend qu'ils seront retirés dans le seul chantier de La Folie, c'est-à-dire que dans dix ans il y en aura encore.

Alors, ces robinets seront-ils enlevés avant fin 1988, comme annoncé aux journalistes ?

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* – Paris-Chapelle.

VENISE S'ENFONCE, LA DÉFENSE AUSSI

Entre La Défense et Puteaux, il y a un tunnel qui s'affaisse tellement que seules les rames banlieue peuvent se croiser.

Regardez côté parois, vous verrez : on n'est pas loin de toucher.

Va-t-on voir, pour les 30 ans de La Défense, la transformation du secteur 2 voies en une voie centrale, une seule ?

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Région Paris – Saint-Lazare.

ECHOS DES ENTREPRISES

MAIS OÙ SONT PASSÉS LES KILOMÈTRES ?

La presse nous apprend que l'ordinateur chargé de surveiller le kilométrage du matériel débloque. Des vérifications faites par le service du Matériel font apparaître des oublis de plusieurs milliers de kilomètres en un mois, allant jusqu'à 20 000 km.

On peut imaginer les conséquences de telles erreurs.

Quand on voit nos salaires, on se dit que c'est le même ordinateur car, niveau oubli... il y en a.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Région Paris – Saint-Lazare.

PRODUIRE AVEC MOINS D'OUVRIERS, ÇA RAPPORTE

Le groupe PSA Peugeot-Citroën va bien, très bien même. Son PDG Jacques Calvet l'a confirmé une fois de plus, ce lundi 12 septembre. Il pense faire au moins autant de bénéfices nets que l'an dernier, à savoir au moins 6,7 milliards, tout en ayant payé, paraît-il, beaucoup plus d'impôts. Le niveau d'endettement de la société va encore diminuer. La production cette année devrait atteindre les 2,1 millions de véhicules, contre 1,9 million l'an dernier.

Ça va tellement bien que PSA veut augmenter de 20 % sa capacité de production d'ici 5 ans et passer alors à 2,5 millions de véhicules par an. D'ailleurs c'est urgent puisque PSA n'arrive pas à produire tous les véhicules qu'il pourrait vendre. Calvet estime qu'en 1986 il a manqué 20 000 véhicules, qu'en 1987 il en a manqué 30 000 et qu'il en manquera encore des milliers cette année.

Et ce même Calvet a le culot de prévoir la suppression de 4 200 emplois dans son groupe et plus de 1 100 suppressions d'emploi dans sa filiale Chausson !

AFP

Jacques Calvet peut être satisfait : pour lui, ça va...

SUR LES QUAIS

Samedi matin 10 septembre, à Epinal, l'autorail en provenance de Nancy arrivant à 7 h 32 avait 12 minutes de retard. Rien d'exceptionnel, à la SNCF ! Ce qui est plus original, c'est que ce train archibondé avait laissé une trentaine de personnes sur le quai de la station précédente. En effet, ce train, subventionné par le Conseil Régional les autres jours de la semaine, ne le serait pas le samedi car les scolaires ne le prendraient pas ! Il n'en faut pas plus à la SNCF pour supprimer illico un élément autorail. Les voyageurs qui avaient eu la «chance» de pouvoir s'entasser comme des sardines ont bénéficié des meilleures conditions de sécurité, on s'en doute bien !

En tout cas, le Conseil Régional et la SNCF sont la main dans la main pour faire des économies sur le dos des usagers. Et tant pis si les employés de la SNCF sont en première ligne pour recevoir les manifestations de colère bien compréhensibles de la part des voyageurs.

Bonduelle (Labenne - Landes)

COMMENT UN GROS DU LÉGUME FAIT SON BEURRE

A l'usine Bonduelle de Labenne, dans les Landes, nous sommes environ 300 salariés, des femmes en majorité, embauchées à la saison pour conditionner (conserve ou surgelé) les choux-fleurs, le maïs, les haricots vert ou les brocolis.

Pour la plupart d'entre nous, ces quatre mois, de juillet à octobre, c'est la seule embauche possible dans la région de toute l'année. Et le patron, un des fils de la famille Bonduelle, qui possède plusieurs usines dans le Nord et trois dans les Landes, en profite pour imposer l'exploitation maximum.

Chez Bonduelle, on travaille jour et nuit, samedis et dimanches compris. Une semaine d'horaires «normaux» peut donner par exemple ceci : de 21 h à 5 h dans la nuit de samedi à dimanche ; lundi de 5 h à 13 h ; mardi de 13 h à 21 h ; mercredi de 21 h à 5 h; repos le jeudi ; de 13 h à 21 h le vendredi ; et la nuit de samedi à dimanche de 21 h à 5 h. Et ce n'est qu'à la fin de la semaine que nous apprenons quel sera notre roulement pour la suivante.

Voilà pour la «normale». Mais bien souvent, nos horaires s'allongent ou changent au gré de l'arrivage des légumes... et de notre résistance. Ainsi, récemment, une dizaine d'ouvrières ont été «invitées», après avoir travaillé un samedi de 5 h à 13 h, à revenir le soir même à 21 h pour travailler la nuit jusqu'à 5 heures. Aux haricots verts, des ouvrières ont travaillé pendant trois semaines 12 heures par jour, et sans un seul jour de repos ! Et régulièrement, quand on fait la nuit qui précède le jour de repos, on nous demande de rester 2, 3 ou 4 heures de plus, pour finir de conditionner le stock de légumes qui reste.

CADENCES INFERNALES

Pendant ces 8 heures, nous avons seulement 20 minutes de pause (alors que la loi prévoit une demi-heure) pour manger : tout juste le temps de quitter la chaîne, courir à ce qui nous sert de cantine, faire la queue pour acheter un sandwich, l'avaler en trois bouchées et revenir, sans même avoir pu se laver les mains, prendre un café ou fumer une cigarette.

Le reste du temps, pas une minute pour souffler. Les chefs font la chasse aux temps morts, minutent le temps passé aux toilettes et, si les machines s'arrêtent, nous font nettoyer les sols et sous les machines, d'où dégoulinent l'eau et le jus des légumes. Cette année, au début de la saison, le fils Bonduelle a fait licencier sur-le-champ une ouvrière qui fumait une cigarette pendant un arrêt de sa machine.

HYGIENE ET SECURITE : BONDUELLE NE CONNAIT PAS !

Le travail lui-même, tri et préparation des légumes, est rendu encore plus pénible par le bruit et la chaleur. Les bottes et le tablier n'empêchent pas qu'on sorte de l'usine sales des pieds à la tête. Il y a bien 3 ou 4 douches, mais seulement pour le décor... ou l'inspecteur du travail, car elles sont toujours fermées. Alors que certaines d'entre nous, qui viennent de loin, n'habitent pour la saison qu'une chambre sans confort, ou même campent.

Il arrive souvent que les machines s'arrêtent parce qu'elles sont obstruées par des légumes et que ce soient les ouvrières elles-mêmes qui débouchent les conduits, au risque de se faire prendre la main et le bras par la machine. Une ouvrière a eu le bout d'un doigt écrasé. Mais il n'y a même pas d'infirmière à l'usine, tout juste un local avec quelques médicaments.

PAYEES AU LANCE-PIERRES

Les salaires, même avec les nuits et les week-ends travaillés, dépassent tout juste le SMIC.

Le patron passe outre la législation sociale et en prend de plus en plus à son aise chaque année. L'an dernier, toute l'usine avait travaillé pendant tout le mois de septembre, sans un seul jour de repos, et en faisant 16 nuits d'affilée. Le patron avait été condamné à payer une amende. Mais qu'est-ce que ça représente, en comparaison des bénéfices qu'il tire de notre exploitation ?

Par contre, tous les contrats sont calculés de telle façon qu'aucune de nous n'ait fait, à la fin de la saison, les 507 heures qui donneraient droit au chômage. A huit heures, ou même parfois une seule heure et quelques minutes près !

Voilà comment des patrons aujourd'hui profitent du chômage et de la précarité du travail pour imposer des conditions de travail d'il y a 50 ans. Et Bonduelle n'est pas un petit patron puisque, si l'on en croit la presse, il est le *«n° 2 du maïs français»* et exploite dans ses usines plusieurs milliers d'ouvriers.

Correspondant LO

ELM Leblanc (Seine Saint-Denis)

L'USINE DE CHAUFFE-EAU EST UNE VRAIE CHAUDIÈRE

ELM Leblanc qui fabrique des chauffe-eau et chaudières à gaz à Drancy, en Seine-Saint-Denis, est une entreprise prospère : le chiffre d'affaires progresse, les bénéfices ont augmenté de plus de 50 % l'année dernière, et le patron a décidé d'acheter une nouvelle usine, à Bobigny, à un kilomètre environ de l'ancienne, les ex-établissements Repiquet. C'est là que se fait depuis la rentrée, le 30 août, la fabrication des corps de chauffe, avec 150 ouvriers.

La direction avait annoncé qu'elle mettait en service *«une nouvelle unité de production ultra-moderne»*. L'usine est en effet rutilante. Mais dès qu'on a mis les pieds dedans et qu'on a commencé à y travailler, on a découvert que les conditions étaient souvent pires que dans l'ancienne usine, et souvent désastreuses. Au rez-de-chaussée, il règne un bruit épouvantable, à cause des presses et du compresseur que la direction a eu la bonne idée de mettre à l'intérieur même de l'atelier (à Drancy il était dans un local séparé). A l'étage, la chaleur a souvent atteint depuis la rentrée 35° et même 37° selon les postes ; et encore, un four (le plus gros) et le carrousel (une énorme machine à braser) ne sont pas encore en service... Devant les protestations du personnel, la direction, pour parer au plus pressé, a décidé de percer des trous dans le toit. Ils étaient petits au départ, puis il a fallu les agrandir et certains atteignent maintenant 1 m². Malheureusement le toit, trop bas, continue à surchauffer l'atelier quand il fait chaud dehors.

Ajoutons qu'avant les vacances la direction nous avait annoncé un parking. Mais elle a oublié de prévenir qu'il n'y a qu'une dizaine de places...

Et pour couronner le tout, un car nous emmène à la cantine à Drancy ; mais nous perdons 1/4 h environ sur notre heure de repas en aller et retour.

Aussi, dès les premiers jours, le mécontentement s'est fait sentir. Une réunion, à une trentaine, a eu lieu, et la direction s'est engagée à faire des améliorations. Elle en a fait effectivement quelques-unes ici ou là. Mais pour l'essentiel cette nouvelle usine ne va pas, elle n'a pas été conçue pour le travail qu'on y fait. La direction se pique de livrer des chaudières de qualité, et insiste beaucoup là-dessus auprès du personnel. Mais la qualité des conditions de travail, elle s'asseoit dessus.

Correspondant LO

THOMSON CSF VEUT CONTINUER A LICENCIER

(G. Bassignac – GAMMA)

La manifestation du 13 septembre.

Les 2 500 salariés de Thomson qui ont vu leur poste supprimé suite au plan de restructuration de 1987 ne sont même pas encore tous partis que le PDG Gomez – au triste surnom de l'éboueur – en sort un autre.

Cette fois-ci ce sont 5 000 emplois qui seraient supprimés en deux ans : 1 000 licenciements immédiats auxquels s'ajoutent ceux consécutifs aux «refus de transfert sur d'autres sites» en province ou dans la région parisienne.

Au total entre les départs de 1987, ceux de cette année et ceux d'ores et déjà prévus pour 1989, ce seraient près de 10 000 emplois qui disparaîtraient à Thomson CSF ; soit un tiers des salariés en 3 ans.

C'est le mardi 13 septembre que s'est tenu le Comité central d'entreprise sur cette réorganisation. Ce jour-là, la CFDT principalement et localement la CGT ont appelé à une manifestation devant le siège, boulevard Haussmann.

Nous nous sommes retrouvés à 400 de plusieurs centres sous les fenêtres de la direction générale, où se tenait le CCE, à crier bien fort au PDG ce qu'on pense de son plan. Nous avons ensuite manifesté sur le boulevard Haussmann où un «comité d'accueil» de CRS était chargé de nous bloquer - ça leur a valu quelques autocollants sur les boucliers et quelques quolibets.

Dans l'ensemble, nous étions plutôt satisfaits de l'aspect dynamique de la manifestation, nous avons le sentiment d'avoir au moins marqué le coup et nous sommes retournés dans nos centres avec, pour une partie d'entre nous, l'envie de nous retrouver bientôt tous ensemble en entraînant d'autres camarades de travail.

Car il faudra bien faire reculer Thomson sur les licenciements... et sur le reste.

Correspondant LO

Findus (Beauvais)

LA CUISINE EST LÉGÈRE, LA SÉCURITÉ AUSSI

A l'usine Findus de Beauvais (groupe Nestlé), produisant les plats préparés surgelés (pizzas, lasagnes, plats individuels «cuisine légère») que l'on achète dans les supermarchés, il y a souvent de petits accidents sur les lignes de production. Les coupures à l'ouverture des boîtes de conserves, les éclaboussures de produits brûlants, sont monnaie courante. Et, en août dernier, se sont produits deux accidents plus graves que de coutume.

Sur la ligne produisant les lasagnes, une ouvrière a reçu une douche de viande brûlante sur le dos, et s'est retrouvée sérieusement brûlée. La viande arrive par des tuyaux passant juste au-dessus des ouvrières et aboutit dans des doseuses mal protégées. Les éclaboussures sont fréquentes, et il arrive parfois que la viande gicle en force. C'est ce qui est arrivé.

Sur la même chaîne, un ouvrier a eu la main happée par une machine à vis continue, on ne sait pas encore s'il retrouvera l'usage de ses doigts. Cette machine «l'escargot de recyclage», a pour rôle de réintroduire dans le circuit les morceaux de pâte qui sont tombés. En principe, elle est close et il n'y a pas besoin d'y mettre les mains.

Mais l'escargot bourre souvent : il n'est pas assez puissant. Il arrive bien souvent qu'il faille enlever le flexible de sortie pour débourrer l'appareil à la main. (Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous réclamons que cet «escargot» soit remplacé par un autre plus puissant).

Quand l'accident est arrivé, le travailleur se trouvait seul, alors qu'il y a normalement deux personnes. Mais c'était l'heure du repas, et son compagnon était parti déjeuner. Il n'y avait pas de remplaçant, car les remplaçants sont supprimés depuis longtemps. Notre camarade ne travaillait pas habituellement à cette place. Il était là depuis peu et n'avait pas eu le temps d'acquérir tous les réflexes : il s'est dépêché d'intervenir, oubliant d'appuyer d'abord sur le bouton de sécurité qui arrête la machine...

Il y a quelques années, le matériel était révisé de façon beaucoup plus systématique qu'aujourd'hui. Mais faute d'effectifs, manque de temps, pression de la hiérarchie pour accélérer la production : tout contribue à la dégradation du matériel. Par ailleurs, dans cette entreprise, on met couramment des travailleurs sur des postes nouveaux pour eux sans prendre le temps de les préparer à leur tâche. De plus, le deuxième accident ne serait sans doute pas arrivé s'il y avait eu un remplaçant !

Ces accidents ne sont ni le fait du hasard, ni dûs à la négligence des victimes, mais le résultat de la politique de la direction.

Correspondant LO

Fêtes de Lutte Ouvrière

A DIJON
Les 17 et 18 septembre
salle Mendès-France
à QUETIGNY
ouverture de la fête
à 19 h le samedi et
12 h le dimanche

A BORDEAUX
Dimanche 18 Septembre
Centre de Loisirs
de
MAGONTY-PESSAC

A TOULOUSE
Les 24 et 25 septembre
au parc
de la Mounède
(route de
Saint-Simon)

A BOURGES
Samedi 24 Septembre
à partir de 19 h.
et Dimanche 25 Septembre
de midi à 22 h
Parc Saint-Paul

A LYON
Le 9 octobre
Hall des Fêtes
à Saint-Fons

"Le puits"

de Lu Wenfu

Le puits, l'un des six nouvelles que contient ce recueil, est l'histoire de trente années de la vie d'une femme, des années qui précédèrent la prise du pouvoir par Mao aux années 80. Cela se passe dans un quartier populaire de Suzhou (une ville du sud de la Chine, dont l'auteur est originaire). Le puits est le lieu de rencontres privilégié des femmes, le centre des nouvelles du quartier et aussi de tous les commérages.

L'héroïne, fille de bourgeois disparus dans la révolution, instruite, est devenue chimiste dans une entreprise. Mais elle traîne son étiquette de fille de «ci-devant», ce qui lui cause pas mal d'avanies. Elle épouse un autre ci-devant, neveu d'un banquier et parfait parasite, mais qui, lui, a su se reconvertir, et tout d'abord a su se faire «étiqueter» comme «ouvrier» par le nouveau régime, parce qu'au moment de la révolution il était officiellement employé dans la banque familiale, et donc salarié en titre. Et pour lui, le mariage est d'abord le moyen de se procurer à bon compte une servante pour lui et sa mère, une vieille chipie qui entend bien se venger sur sa bru des avanies qu'elle a dû subir en tant qu'épouse, jadis.

La jeune femme, avec le soutien moral des femmes du quartier, se rebelle, découvre que son salaire lui donne une relative indépendance, mais après avoir réussi un temps à triompher des intrigues de son mari, au cours d'une série de bagarres impitoyables, et une fois devenue une chimiste célèbre par ses recherches, elle succombe finalement, acculée par les calomnies et les menées insidieuses du mari.

Le poids des traditions et des vieilleries du passé est plus fort que la volonté de modernisme et d'émancipation. Et la politique incohérente du pouvoir n'a fait que renforcer les archaïsmes.

Ce récit dramatique présente de façon critique la Chine du passé et celle du régime de Mao, mais aussi l'actuelle société chinoise des années 80, dans laquelle continuent de sévir la morale traditionnelle et l'oppression des femmes. Lu Wenfu fait apparaître, derrière le masque d'une façade égalitaire et derrière les discours politiques des régimes successifs, la réalité des rapports sociaux, sordides, où les anciennes couches dominantes continuent à opprimer, comme par le passé, tout naturellement, enracinées qu'elles sont dans la vieille société, avec leur tissu de relations, leur fric et leur mépris des pauvres et de ceux qui pourtant vivent et font vivre bien des parasites de leur travail.

Et c'est ce thème qu'on retrouve, sur un mode nostalgique ou satirique, dans les autres nouvelles du recueil. Ainsi *Le gourmet,* déjà publié aux éditions Ph. Picquier-Unesco sous le titre plus coloré de *Vie et passion d'un gastronome chinois* (voir critique dans *LO* n° 1054). Mais ce récit raconte aussi, cette fois sur un mode satirique très décontracté, comment les parasites de l'ancienne société d'avant la révolution sont toujours plus habiles à se retrouver aux honneurs que les intellectuels pauvres, fussent-ils besogneux et dévoués.

C'est aussi ce thème qu'illustre *Une ancienne famille de colporteurs :* un pauvre colporteur, qui nourrissait péniblement les huit membres de sa famille de son travail au lendemain de la révolution, est poursuivi pour «capitalisme» et doit être «liquidé». Après bien des difficultés, il finit par se recaser à l'usine, ainsi que quatre de ses enfants, et c'est alors qu'il se voit proposer, par le bureaucrate qui l'a jadis poursuivi, de reprendre son ancien métier...

La satire égratigne en passant les petits cadres, ces fonctionnaires du régime qui ont fait appliquer les dogmes d'un moment sans se soucier des problèmes réels des gens, qui ont «redressé», «rééduqué» et s'érigent en juges des autres, mais par bien des traits ressemblent aux mandarins d'antan.

Un monde dont apparemment Lu Wenfu connaît bien l'envers et l'endroit, lui qui fut «rééduqué» à deux reprises comme «droitier» et envoyé en usine en 1957 et en 1965, mais qui depuis l'éviction de la «bande des quatre» fait partie des écrivains en vue du régime.

Cécile BERNIER

Le puits *de Lu Wenfu. Ed. Littérature Chinoise, coll. Panda. Distribué par les Editions de Pékin. 30 F.*

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

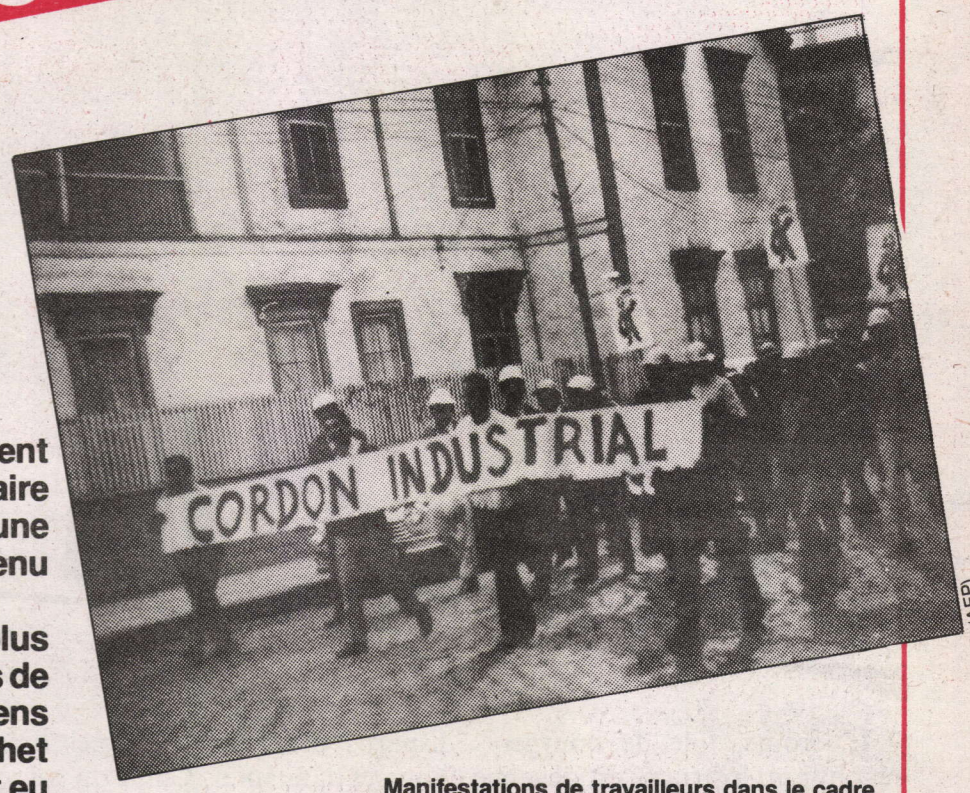
ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire) : 130 F - pour un an : 250 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 19 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ALLENDE SYMBOLE D'UNE POLITIQUE DE DEFAITE POUR LA CLASSE OUVRIERE

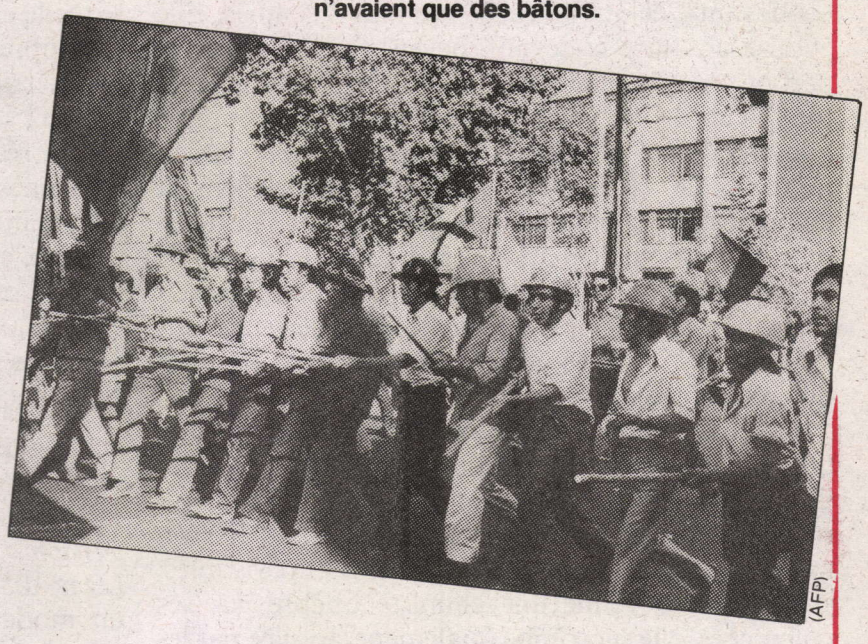
(AFP)

Allende en compagnie de Pinochet : le président n'a cessé de prétendre qu'il fallait faire confiance dans l'armée.



(AFP)

Manifestations de travailleurs dans le cadre de l'Unité Populaire. Mais les ouvriers n'avaient que des bâtons.



(AFP)

Samedi 10 septembre, veille du quinzième anniversaire du renversement du gouvernement socialiste de Salvador Allende par la junte militaire présidée par Pinochet, actuellement encore au pouvoir, se déroulait une vaste manifestation organisée par les partis de gauche qui avaient soutenu Allende en son temps.

Première manifestation de ce type autorisée par le régime, elle a réuni plus de 100 000 personnes, qui ont manifesté dans une des banlieues ouvrières de Santiago du Chili pour appuyer le «non» au référendum par lequel les Chiliens devront dire dans trois semaines environ s'ils veulent ou non que Pinochet reste en place. Mais elle a surtout été, pour les partis de gauche qui en ont eu l'initiative, c'est-à-dire les Partis Socialistes, le Parti Communiste, les groupes de la gauche chrétienne et une partie de l'extrême-gauche, l'occasion de célébrer celui qu'ils présentent toujours au peuple chilien comme un martyr tombé pour la cause du peuple, un héros exemplaire, symbole d'une voie sur laquelle ils invitent le peuple chilien à s'avancer une nouvelle fois, si possible.

Mais il y a loin, de cette présentation désormais légendaire dans la gauche chilienne et internationale d'un Allende défenseur des intérêts des travailleurs et des classes populaires du Chili, à la réalité.

Allende, dirigeant du Parti Socialiste chilien, a été d'un bout à l'autre de sa carrière politique, y compris lors de son passage au pouvoir, un homme politique au service des intérêts de la bourgeoisie chilienne, de l'Etat chilien, dût le peuple en périr. Les quelques réformes qu'il a pu tenter de promouvoir quand il était président n'y changent rien, car le peuple chilien a payé trop cher les quelques velléités réformistes de ce faux ami de la classe ouvrière, respectueux de l'ordre bourgeois et de l'armée.

Car le coup d'Etat du 11 septembre 1973 n'a surpris personne. Ni Allende, ni les dirigeants des partis de gauche d'alors. On savait de longue date que les militaires intriguaient. On savait même que le coup d'Etat manqué du 29 juin 1973 était une répétition. Mais cela n'a pas empêché Allende de céder toujours davantage aux pressions des militaires, ni de nommer Pinochet commandant en place, en se refusant à donner aux populations qui le soutenaient les moyens politiques et physiques de mettre l'armée hors d'état de nuire.

Pourtant c'était par centaines de milliers (700 000 à une semaine du coup d'Etat) que les travailleurs, la population pauvre répondaient aux appels, venaient manifester leur soutien au gouvernement, pendant que l'armée, que ces démonstrations pacifiques et inefficaces ne faisaient pas reculer, se préparait à intervenir. Dans de nombreuses banlieues ouvrières, des travailleurs organisés dans les «cordons industriels» attendaient des ordres et des armes pour mettre en échec les militaires. Mais en vain. C'est ainsi qu'une lettre envoyée par des membres des cordons industriels au président Allende expliquait que la lutte était imminente, qu'elle serait difficile, et précisait : *«C'est pour cela, Monsieur le Président, que nous vous demandons de prendre la tête de cette armée sans armes, mais puissante de sa conscience, que nous vous demandons que les partis prolétariens laissent de côté leurs divergences et deviennent la véritable avant-garde de cette masse qui s'est organisée mais qui n'a pas de direction !»*

Cette lettre ne reçut de réponse ni d'Allende, ni des dirigeants des partis de gauche. Et la «masse» qui fut ainsi trahie et qui resta sans perspectives et sans armes fut la première victime de ce terrible bain de sang qu'organisa l'armée.

Alors Allende est mort dans son palais, victime de sa loyauté jusqu'au bout à cette classe bourgeoise qui ne voulait plus de lui. Soit. Mais sa mort ne le lave d'aucune trahison. Et si Allende doit être un symbole, c'est bien celui des hommes politiques qui n'apportent aux travailleurs que défaites et massacres. Le drame est sans doute qu'aujourd'hui, après quinze ans de dictature féroce, marquée par l'appauvrissement des classes pauvres et la répression contre les opposants, les dirigeants des partis qui se disent les défenseurs des classes populaires veuillent présenter l'impasse empruntée par Allende comme la meilleure voie pour l'avenir.

H.M.

CERCLE LEON TROTSKY

vendredi 30 septembre 1988
à 20 h 30

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité

Cinquante ans après la fondation de la IVe Internationale, quelles perspectives pour les révolutionnaires internationalistes ?

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995